



Conférence de presse annuelle 2007

Fiche thématique n°08

La banque des projets européens

Luxembourg, le 8 février 2007

Préparer l'élargissement de l'Union européenne

Les pays les plus proches de l'Union européenne sont les pays adhérents et les pays candidats, auxquels s'ajoutent les pays des Balkans occidentaux, que l'on peut considérer comme des candidats potentiels à plus long terme.

En 2006, dernière année avant l'entrée de la Bulgarie et de la Roumanie dans l'Union européenne, les projets financés ont été essentiellement destinés à aider ces pays à préparer leur adhésion à l'Union, le 1^{er} janvier 2007. C'est la raison pour laquelle le montant du nouveau mandat préadhésion de la BEI, qui couvre la période 2007-2013, a été revu à la baisse. Fort de 10,2 milliards pour la période 2000-2006, il a été ramené à 8,7 milliards d'EUR.

Bulgarie

En 2006, la BEI et la République de Bulgarie ont signé un protocole d'accord instaurant un cadre d'appui, d'un montant compris entre 500 et 700 millions d'EUR par an au cours de la période 2007-2013, pour le financement d'investissements prioritaires de l'État bulgare. Cette coopération s'articule autour de différents axes :

- améliorer et moderniser les infrastructures de base dans les secteurs des **transports** et de **l'environnement**, en combinaison avec des subventions de l'UE et des ressources d'autres provenances ;
- fournir une **assistance technique et du savoir-faire** pour une sélection de projets financés par le Fonds de cohésion et les Fonds structurels de l'UE et définis dans le plan d'action national mis en place dans le cadre du dispositif JASPERS ;
- aider les pouvoirs publics à mettre en œuvre un **programme national de PPP**.

Attirés par le niveau peu élevé des salaires pratiqués dans le pays, par une main-d'œuvre hautement qualifiée et par les protections découlant de l'adhésion de la Bulgarie à l'UE en 2007, les flux d'investissements étrangers demeurent vigoureux et soutiennent la croissance économique générale. En sus des prêts individuels accordés par la Banque, les investissements de grande ampleur et le marché dynamique des PME bénéficient également de fonds que la BEI achemine par l'intermédiaire d'institutions de crédit nationales. En 2006, le montant total des prêts consentis par la BEI à l'appui des petites et moyennes entreprises et des infrastructures a atteint 60 millions d'EUR.

Roumanie

En 2006, la Roumanie a signé avec la Banque un accord-cadre portant sur un ensemble potentiel de projets et de mesures, concernant principalement des infrastructures prioritaires dans les secteurs des transports et de l'environnement, qui devraient absorber jusqu'à 1 milliard d'EUR de prêts par an. Cet accord prévoit également une coopération financière avec l'UE, au titre de laquelle la Banque s'est engagée à soutenir les besoins d'investissement de la Roumanie pendant la période de programmation 2007-2013. Grâce aux réformes structurelles en cours, à la coopération étroite qu'elle entretient avec la Banque et à l'intensification de la présence européenne sur place après l'ouverture d'un bureau BEI/JASPERS au début de 2007, on s'attend à une intensification de ce type de coopération ; par ailleurs, compte tenu du rôle que joue la Banque, les projets retenus pourront être financés et mis en œuvre de la manière la plus économique possible.

Les prêts conclus en 2006, dont le volume total a atteint 679 millions d'EUR, ont permis de financer des projets prioritaires dans les secteurs de l'eau et des transports ainsi que des entreprises privées par le biais de banques locales. C'est ainsi que la Banque a financé, à Bucarest, la construction d'une station d'épuration et la modernisation du métro, et consenti à Bancpost et Banca Comerciala Romana des lignes de crédit dont le produit doit être rétrocédé à des PME et en faveur des projets d'infrastructure.

La stabilité macroéconomique, conjuguée au maintien de flux d'IED abondants (et qui devraient demeurer élevés en 2007), permettra de créer de nouvelles possibilités d'investissement pour la Banque dans le secteur privé.

Croatie

Pour appuyer la demande d'adhésion de la Croatie à l'UE, la BEI fait porter ses opérations de prêt sur des projets qui aident le pays à remplir les critères d'entrée et à intégrer rapidement l'Union européenne. Depuis 2001, les prêts de la BEI en Croatie ont totalisé plus de 900 millions d'EUR. Ses interventions y portent généralement sur la construction et la remise en état des infrastructures nationales, en particulier dans le domaine des transports. Il en est allé de même en 2006 : en effet, la BEI a prêté un montant record de 270 millions d'EUR en faveur des infrastructures de transport, et notamment pour la construction du dernier tronçon de l'autoroute Rijeka-Zagreb, qui représente le chaînon manquant du corridor paneuropéen reliant la frontière hongroise à la frontière slovène, en passant par la Croatie.

Pour l'avenir, la Banque envisage d'étendre ses interventions en Croatie aux secteurs de l'environnement et du capital humain, et ce en coopération étroite avec la Commission et l'Instrument d'aide de préadhésion de l'UE.

Turquie

2006 a été une année record pour les opérations de la BEI en Turquie. Dynamisés par l'accroissement des investissements dans le pays, qui s'est encore accéléré avec le démarrage des négociations d'adhésion à l'UE, les financements de la BEI en Turquie ont atteint quelque 1,8 milliard d'EUR en 2006, ce qui représente une hausse significative par rapport à l'année précédente. La BEI intervient en partenariat avec des investisseurs industriels turcs et étrangers et, grâce à sa coopération avec un vaste réseau de banques locales, elle apporte son soutien aux PME turques, qui sont particulièrement dynamiques. Des liens d'affaires solides et des infrastructures efficaces, y compris des corridors de transport, contribueront à la prospérité du pays et soutiendront ses efforts en vue de son adhésion à l'UE. C'est ainsi qu'une grande proportion des prêts de la Banque a concerné des investissements dans le domaine des communications, comme, par exemple, la construction d'une ligne ferroviaire à grande vitesse entre Istanbul et Ankara, le renouvellement et l'extension de la flotte de la compagnie aérienne turque et le déploiement du réseau de téléphonie mobile de Vodafone Turquie.

En sa qualité de pays en voie d'adhésion, la Turquie va recevoir, pour la période 2007-2013, des dotations du budget communautaire prévues par le nouvel Instrument d'aide de préadhésion de l'UE. De fait, la BEI collabore étroitement avec la Commission européenne et les pouvoirs publics turcs à la définition des investissements prioritaires futurs, dans le droit fil des plans nationaux de développement et des priorités de l'UE. Au cours des prochaines années, la BEI envisage d'allouer 2 milliards d'EUR par an au financement de projets.

La BEI intervient en Turquie depuis plus de 40 ans, et c'est le principal pays destinataire de ses financements à l'extérieur de l'UE. Les prêts de la BEI y ont totalisé 4,6 milliards d'EUR au cours de la période 2002-2006. L'ouverture de deux bureaux à Ankara et Istanbul, prévue pour 2007, témoigne de l'importance que la BEI accorde à ce pays.

Les Balkans occidentaux

Dans les pays des Balkans occidentaux, les opérations de financement de la BEI ont pour but de faciliter le processus d'intégration dans l'Union européenne. Par ailleurs, le soutien de la BEI permet de promouvoir les réformes politiques et économiques et d'encourager la réconciliation sociale dans la région. La réussite de ce processus revêt un intérêt vital tant pour les pays concernés que pour l'Union européenne dans son ensemble.

Les prêts de la BEI en Albanie, en Bosnie-et-Herzégovine, dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine, au Monténégro et en Serbie aident ces pays à remplir les critères d'adhésion à l'Union et à participer au développement économique de l'UE. En 2006, le montant total des prêts signés par la BEI en faveur des Balkans occidentaux a atteint 412,5 millions d'EUR, ce qui est un niveau record pour la région. Depuis 1995, le volume total de ses opérations est de 2,1 milliards d'EUR.

En 2006, la BEI a poursuivi la diversification de ses opérations pour intervenir dans des secteurs relativement nouveaux tels que la santé et l'éducation ; on peut citer, à titre d'exemples, un prêt en Albanie pour le développement de l'éducation ou encore une opération destinée à moderniser des établissements hospitaliers en Serbie. Par ailleurs, la Banque a amplifié son activité en faveur des projets visant à améliorer l'environnement et la qualité de vie dans la région avec, notamment, un prêt dans le domaine de l'eau et de l'assainissement au Monténégro. Toutefois, la mise à niveau technique des réseaux d'infrastructure, dans l'optique, en particulier, de la promotion de l'intégration régionale et de l'élimination des goulets d'étranglement sur les réseaux routiers, ferroviaires et énergétiques, est demeurée l'objectif premier des prêts de la BEI, qui ont notamment servi à remettre en état le réseau routier en Republika Srpska, à moderniser le réseau ferroviaire en Serbie et à rénover le port de Durrës, sans oublier les PME qui restent également un secteur privilégié des interventions de la BEI.

La BEI finance des projets de grande envergure dans la région, en collaboration avec d'autres institutions financières internationales, en particulier la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), la Banque mondiale et la Banque de développement du Conseil de l'Europe, ainsi qu'avec des bailleurs de fonds bilatéraux. La BEI poursuit également sa coopération étroite avec la Commission européenne et l'Agence européenne pour la reconstruction, en vue d'élaborer et de cofinancer des projets à l'aide des contributions budgétaires de l'UE prévues par le nouvel Instrument d'aide de préadhésion.

Pour plus d'information, visiter le site de la BEI www.bei.org.

Contacts Presse : Bureau de presse: presse@bei.org, tél. : +352 43 79 21 00 ; Fax : +352 43 79 21 99
Questions générales : Infodesk BEI, info@bei.org, tél. : +352 43 79 31 00 ; Fax : +352 43 79 31 99